

Comptes rendus

Zillah Eisenstein – *Hatreds. Racialized and Sexualized Conflicts in the 21st Century.*

New York and London. Routledge. 1996, 223 p.

Difficile de résumer un ouvrage qui se propose de rendre compte à la fois des conflits de race et de sexe en tout point du globe, de la montée de nouveaux nationalismes, des attaques néoconservatrices contre les politiques publiques et des effets de la globalisation de l'économie. Un propos qui se veut aussi large se voue, par là même, à l'éclatement. Néanmoins, le mérite de cet essai est de tenter d'éclairer une problématique très générale sous un angle bien précis, celui de la race et du genre, autrement dit de l'usage politique de la corporalité des êtres humains.

Pour Eisenstein, le XXI^e siècle a d'ores et déjà commencé. Avec la fin de la guerre froide, un nouvel ordre mondial s'est instauré, dans lequel les frontières économiques (premier monde / tiers monde, Nord et Ouest / Sud et Est) se redessinent. Les ennemis ne sont plus clairement identifiables : ils se multiplient et se rencontrent désormais aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières nationales. Selon l'auteure, la mondialisation des marchés économiques engendre

chez les individus une crainte de voir le monde se désorganiser. La montée de nationalismes ethniques et certains attentats pourraient se comprendre en partie comme des réponses à cette peur, comme une volonté de réorganiser le monde en retraçant des frontières nettes et en recréant des ennemis clairement identifiables. Ainsi, des événements meurtriers tels que ceux survenus en Ex-Yougoslavie¹, au Rwanda ou en Algérie seraient à mettre au compte de haines générées par la peur. On peut douter de cette explication, qui élude la question du pouvoir et des intérêts spécifiques de groupes sociaux. Eisenstein la soutient en s'appuyant sur des arguments d'ordre psychanalytique pour tenter de comprendre les conditions mentales de construction d'un « autre » en tant que fiction produisant des effets dans la réalité des rapports sociaux. Elle a toutefois soin de préciser qu'il n'existe pas une seule forme de psyché, immuable, mais diverses formes, historiquement et culturellement constituées.

¹ Eisenstein écrit les noms de lieux géographiques, de pays et de nationalité sans majuscule, sans doute pour attirer l'attention des lecteurs sur l'aspect arbitraire de marqueurs d'identité que l'on n'a que trop tendance à naturaliser.

Une part importante du propos de l'auteure repose sur l'affirmation que race et sexe sont étroitement imbriqués ; en d'autres termes, que la race est toujours sexualisée et le sexe toujours racialisé. Elle ne tente à aucun moment d'étayer théoriquement cette assertion, mais donne en exemple l'usage nationaliste du corps des femmes comme marqueurs de frontières. Les femmes - en tant que fiction - symbolisent la nation (la Mère Nation). Si la nation (qui peut aussi être patrie) constitue une communauté de frères - une fraternité -, elle ne constitue nullement une communauté de sœurs. Car les femmes ne sont pas citoyennes, mais procréatrices de la nation. Elles servent à reproduire « la » race, la nation ou la famille ; ce faisant, elles marquent la frontière entre intérieur et extérieur. Leur individualité est du même coup effacée. Selon l'auteure, ceci expliquerait le caractère généralisé du viol de femmes bosniaques par des soldats serbes comme moyen de « purification ethnique » et de création d'une grande Serbie : « *le viol établit la domination des hommes et la subordination des femmes* » (p. 58).

La seconde partie du livre s'emploie à évaluer les possibilités d'instauration d'un ordre mondial qui ne reposerait plus sur l'exploitation et la destruction physiques de certains groupes humains. Pour l'auteure, l'instrument initiateur d'un tel chan-

gement pourrait être le féminisme - un féminisme multiculturel, respectueux des différences et capable d'unir les femmes au-delà des idéologies nationalistes. Celui-ci existe déjà à l'état embryonnaire en divers lieux de la planète. Il est réprimé par les pouvoirs en place, y compris dans les pays du premier monde, producteurs d'un féminisme « pop », médiatisé et « marketisé », parodie de féminisme qui confond la réussite de quelques femmes célèbres avec la réalisation de l'égalité entre les sexes et qui, au nom des droits individuels, cautionne le retrait de l'État et des mesures positives en faveur des groupes minorisés. Ce féminisme occidental, produit destiné à la vente et à l'exportation, popularise la victimisation des femmes. Il n'y a plus guère de magazines, ni de programmes télévisés qui échappent aux récits de viols, incestes, abus conjugaux. Mais en réduisant cette violence des hommes contre les femmes à des drames privés, en la dépolitisant, de telle sorte que « *le phallus reste intact* » (p. 114), ce féminisme fustige, dans le même temps, le port du voile dans les sociétés islamiques, désigné comme l'emblème de l'oppression des femmes et du caractère rétrograde de l'Islam. Si l'auteure dénonce cette caricature de féminisme, otage de l'impérialisme, elle n'en désespère pas tout à fait. À certains égards, il demeure potentiellement subversif vis-à-vis du patriarcat et présente

l'avantage de rendre les femmes visibles.

L'auteure espère une prise de conscience collective des inéquités rendue possible par le fonctionnement même du capitalisme global qui - en rétrécissant l'espace géographique - expose comme jamais auparavant sa dimension masculiniste. En effet, tandis que le marché mondial se développe, l'exploitation des femmes s'accroît et apparaît au grand jour. Les femmes servent de main-d'œuvre sous-payée dans les usines de Hong Kong, de Corée du Sud ou de Singapour et fournissent la plus grande part des emplois de service peu rémunérés dans les pays du premier monde, ainsi qu'en Amérique du Sud. Pour les besoins du capital transnational, elles sont louées pour quelques *cents* dans des pays du sud-est asiatique et mises au chômage en Europe de l'Est, alors même que l'aide publique se démantèle. Les femmes portent et élèvent les enfants, assument le travail domestique, tout en trimant dans les entreprises (les « ghettos sexuels ») du marché mondial, lequel repose sur une division sexuelle du travail transnationale. Le caractère désormais flagrant de cette réalité pourrait créer les conditions d'avènement d'un véritable féminisme multiculturel.

Eisenstein nous offre ici un ouvrage engagé, aux affirmations courageuses. On regrettera toutefois le manque de rigueur de

son argumentation et l'usage quelque peu superficiel des nombreuses références citées (notamment Balibar et Wallerstein², dont les thèses auraient pu nourrir utilement la première partie de l'ouvrage).

Marilène Vuille

Université de Lausanne (Suisse)

Équipe pluridisciplinaire Femmes-Méditerranée - *Le forum et le harem. Femmes et hommes, pratiques et représentations.*

Publications de l'Université de Provence. 1997, 243 p.

La volonté d'établir des « regards croisés » entre plusieurs disciplines et plusieurs types de démarches, qui ont toutes pour objectif commun de mettre en évidence la complexité des processus par lesquels les rapports sociaux de sexe sont à l'œuvre dans les « sociétés méditerranéennes » urbaines, est très séduisante. Elle est, de surcroît, novatrice.

Cet ouvrage rend compte d'échanges entre des chercheurs et des enseignants, dont les uns appartiennent à l'université de Provence et les autres à « des institutions de pays du pourtour de la Méditerranée » situées en Algérie principalement. Des sociologues, historiens, anthropologues, psychiatres,

² Etienne Balibar, Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*. Paris. La Découverte. 1988, rééd. 1997.

psychanalystes confrontent leurs outils conceptuels et méthodologiques ainsi que leurs traditions scientifiques et disciplinaires, à travers l'analyse de divers types de matériaux : récits de vie, récits de pratiques, œuvres littéraires et picturales, observations cliniques... Ils montrent comment des deux côtés de la Méditerranée, la question des inégalités sexuées, telles qu'elles sont médiatisées, et produites par l'extérieur public est abordée - ou peut l'être - aujourd'hui. Le souci est bien sûr d'apporter des résultats probants. Mais il est surtout théorique et méthodologique. Quels outils conceptuels forger qui puissent être heuristiques pour tous, et quels indicateurs chaque discipline pourrait-elle définir ? Quels objets communs peuvent être envisagés ? Quelles méthodes utiliser ? (p. 56) Il s'agit là d'un premier bilan sur un thème qui, dans les pays francophones du moins, est peu traité. Le grand avantage de cette publication est d'approfondir certaines pistes de recherches et d'en ouvrir d'autres.

Les contextes économiques, sociaux, culturels et idéologiques mis en regard sont ceux d'un certain Orient méditerranéen : celui du Maghreb, et d'un certain Occident méditerranéen : celui de Marseille. Au fil des interventions, le lecteur prend conscience des divergences et des convergences possibles entre les deux univers. À Marseille, les valeurs à la fois catholiques et

laïques, mais aussi républicaines, imprègnent les traditions d'accueil et d'échange, les relations à l'étranger, au différent, à l'autre sexe ; le Maghreb est marqué par la civilisation arabomusulmane, la colonisation et ses séquelles, l'indépendance et aujourd'hui « *le retour de l'enfer* ».

La première partie du livre est consacrée à Marseille. Les approches sociologiques et historiques qui sont mises en regard, sont centrées sur les « *pratiques sociales sexuées dans l'espace public* » ; je dirais plutôt dans l'extérieur non privatif. Les textes amènent plusieurs réflexions.

Premièrement, ils apportent une nouvelle démonstration de la possibilité pour les femmes d'être présentes dans l'extérieur public urbain et de participer à la vie de la cité, sans y être reconnues ; présence ne signifie pas légitimité. Le travail d'effacement et d'invisibilisation qu'elles doivent faire est constant, les « ruses » qu'elles doivent appliquer pour être dans un espace sans l'occuper, pour survivre dans la rue sont incessantes. Une question est posée : jusqu'où ce voile symbolique peut-il être rapproché du voile et de l'enfermement effectif qui subsiste comme pratiques sociales quotidiennes dans certains pays musulmans (p. 125) ? Les exposés concernant l'autre rivage méditerranéen aident à se forger une opinion.

Deuxièmement, bien que l'objectif d'étudier les rapports sociaux de sexe soit sans cesse rappelé et que soit toujours affirmée la nécessité de ne pas dissocier les pratiques des acteurs hommes et femmes, les analyses portent en fait essentiellement sur les pratiques des seules femmes. Cela montre que la nécessaire déconstruction de plusieurs concepts-clés reste encore largement à faire dans ce champ-là.

Troisièmement, pour traiter de la difficile question de la sexualisation de l'espace public, les raisonnements s'appuient sur les notions d'espace vécu et d'espaces fonctionnels, et donc privilégient les récits de vie et les récits de pratiques. Ce choix est la conséquence de l'hypothèse principale qui guide tous les exposés : les inégalités sexuées d'ordre spatial tiennent aux activités quotidiennes concrètes et au poids des représentations ; c'est de celles-ci qu'il convient de mieux comprendre les mécanismes. Il découle tout autant d'un postulat commun : l'articulation entre « *la logique des groupes sociaux et celle des transformations urbaines* » est au fondement de la connaissance de la ville (p. 53).

La deuxième partie, tout en adoptant la même problématisation d'ensemble, s'inscrit dans un autre registre. La question de la ville, considérée comme somme de groupes sociaux en interaction, n'est plus ici centrale. Appréhender le « *féminin et les rapports de sexe, à partir des*

représentations mentales dans l'espace arabo-musulman constitue une approche... qui va au-delà de la réalité du visible et du pensable, apporte des explications, sinon des réponses, à la crise violente et au désordre que connaissent ces sociétés en situant le débat sur le terrain du symbolique, là où l'islamisme focalise son argumentation et propose une remise en ordre autoritaire, fondée sur la loi coranique, le despotisme patriarcal et la ségrégation sexuelle » (p. 210).

Sur le thème global du voile et de l'enfermement, les approches psychanalytiques et anthropologiques se répondent bien. Voulant « *aller au-delà de la dénonciation de l'aliénation de la femme en pays d'islam et du simple procès de la situation répressive qui lui est faite* » (p. 210), les auteurs confirment la nécessité de procéder à une histoire des « *formes de la subjectivation* » pour en révéler la multiplicité, la complexité, l'enchevêtrement. Plusieurs textes décrivent les images de la « *femme orientale* » telle qu'elle a été construite par l'imaginaire des hommes de lettre et d'art européens des XVIII^e et XIX^e siècles. « *En proposant de la société maghrébine une image à la fois érotique et esthétique, l'artiste justifie en fait la conquête et fournit à son public une superbe métaphore de tout pouvoir masculin : celui du colon sur*

l'indigène, mais aussi celui de l'homme sur la femme » (p. 206). F. Braudel a bien montré à quel point l'espace méditerranéen vaut d'être étudié. Parce qu'il est « fécond de tensions », parce qu'à travers les phénomènes de modernité, d'exil, de migration, les confrontations/affrontements de systèmes culturels y sont puissants, il est un terrain privilégié permettant « d'éclairer les fondements, l'archéologie des représentations qui structurent les relations entre le masculin et le féminin, lesquelles construisent l'espace de civilisation » (p. 226).

Jacqueline Coutras
GEDISST-CNRS

Christophe Dejours - *La souffrance en France. La banalisation de la justice sociale.*

Paris. Seuil. 1998, 204 p.

Le dernier livre de Christophe Dejours est à plusieurs titres une œuvre remarquable. Il offre d'abord une lecture originale du néolibéralisme en France parce qu'elle met l'accent sur la banalisation de l'injustice sociale. Originale aussi de par ses références : la psychanalyse et la psychopathologie du travail. L'auteur place au premier plan de l'analyse la question de la subjectivité dans le processus de travail, particulièrement sous la forme de la souffrance et de la rationalité pathique des agents. Enfin, il repense la catégorie de l'action à travers la critique de la philosophie politique et de la

philosophie morale qui l'une et l'autre ont toujours considéré que la souffrance est une conséquence de la violence alors que pour Dejours, il serait nécessaire de penser l'action dans une relation étroite avec le travail et la souffrance.

Le néolibéralisme a produit une sorte de tolérance, qui étonne, face à l'injustice sociale. En effet, le chômage a augmenté ces dernières années de façon exponentielle sans pourtant provoquer une importante mobilisation politique. La peur a envahi les travailleurs et assume dans le travail, parallèlement à l'intimidation qui s'exerce sur eux, une importance stratégique. La peur du licenciement en plus de la honte. La souffrance qui en découle ne peut pas être reconnue en tant que telle. Celle-ci est au cœur de la réflexion de Dejours qui souligne la différence toujours présente entre le discours de la gestion et celui des travailleurs ; cette différence montre que les cadres ne peuvent pas reconnaître non plus le zèle que les travailleurs déploient dans la machine productive ni son coût affectif.

Si le travail est la source d'aliénations brutales, il est aussi la source de l'identité sociale. Du coup, la peur est permanente car la reconnaissance des individus peut toujours être remise en question, et cette angoisse s'accroît dans un contexte historique marqué par la précarisation. L'intimidation, qui s'impose constamment

prend des formes perverses car la possibilité de l'exclusion menace toujours les travailleurs. Des travailleurs qui commencent à accepter des conditions de travail de plus en plus dégradées pour se maintenir dans leur emploi. Ils savent que les patrons peuvent employer des jeunes sans aucune qualification et même sans contrat. Les entreprises instituent des formes illégales, mais il faut faire fonctionner la machine productive quel qu'en soit le coût pour garder son emploi.

C'est par ce biais-là que se met en place la collaboration au sale boulot, même si cette collaboration heurte la conscience morale. Des stratégies de défense psychiques, individuelles et collectives, se construisent contre la souffrance au travail, et cette forme de collaboration en est un nouveau seuil : la violence devient un recours parce qu'elle est un moyen de blesser sans être blessé.

Les textes de propagande pour la promotion interne ou externe de l'entreprise constituent des instruments fondamentaux pour la construction du dispositif d'intimidation, car c'est à travers eux que peut fonctionner la distorsion communicationnelle qui est la condition concrète de possibilité du sale boulot.

La participation au sale boulot est suscitée par la manipulation perverse de deux valeurs contradictoires, le courage et la virilité, en les assimilant. Or le courage est une vertu qui se cultive dans

l'intériorité de l'individu alors que la virilité doit, pour exister, être exhibée au regard de l'autre. La virilité exige un effet de miroir étranger au courage. Or on stimule la virilité pour en faire un instrument d'intimidation en lui accordant le statut du courage. Effectuer des actes violents à l'encontre de ses collègues ou de ses subordonnés relève d'une manière d'être mâle et viril. Opérer un licenciement serait une sorte d'accomplissement de la virilité et ne pas le faire entraînerait le stigmate de la féminité, celui de la couardise. L'image du macho doit être nourrie de l'exercice de la domination et de la jouissance qui l'accompagne. Ainsi, une éthique homosexuelle est mise en mouvement qui régule le cynisme viril des entreprises.

Là est la contribution majeure de cette œuvre car l'auteur a construit un concept nouveau pour penser la dynamique intersubjective présente dans les rapports de travail. Dans une conjoncture caractérisée par la précarisation du travail et par la croissance du chômage, le machisme comme idéologie se renforce et autorise la mise en place du dispositif du cynisme viril.

Joel Birman

Université Fédérale de Rio de Janeiro

* Sur la notion de virilité comme base du fonctionnement social voir aussi :

George L. Mosse - *L'image de l'homme. L'invention de la virilité moderne.*

Paris. Ed. Abbeville. 1997, 219 p.

C'est en historien que l'auteur fait sa démonstration de la construction de la virilité comme système cohérent, depuis le XVIII^e siècle ; un système qui est porté aussi bien par les éléments conservateurs que par les forces révolutionnaires. Il s'agit de mettre en évidence la « *signification sociale et politique d'un des symboles les plus fondamentaux et les plus durables de la vie moderne* » (p. 194). « *L'idéal masculin imprègne toute la culture occidentale. Il a été partout utilisé comme un symbole de régénération personnelle ou nationale, et, plus généralement, il a donné à la société moderne la base de sa propre définition* » (p. 11). L'auteur analyse les éléments qui entrent dans la construction des stéréotypes (en particulier l'association de l'esthétique du corps et des valeurs « morales ») et des contretypes, les femmes et les divers parias dans la définition desquels la médecine, qui se cherche un statut, a joué un grand rôle. Son analyse est surtout centrée sur l'Allemagne, mais ses incursions en France et en Angleterre montrent les variations, comme les permanences, et l'évolution du modèle. Ainsi, après la seconde guerre mondiale, on note un infléchissement de l'idéal masculin

d'avantage de l'intérieur même, dit-il, que sous l'effet des mouvements féministes. Mais cette culture jeune de masse ne concerne pas les élites politiques et le stéréotype survit avec la prégnance des images viriles et de la notion de respectabilité.

Comme la virilité moderne a accompagné la construction des classes moyennes et l'apparition des consciences nationales, « *ce qui est en question n'est donc pas la mort du stéréotype, mais les modalités de son érosion.* » (p. 193).

Quelles seront ces modalités dans un futur proche puisque Christophe Dejours a montré que cette virilité était un élément de l'organisation du travail et des travailleurs ? L'introduction dans l'article 3 de la Constitution, de mesures favorisant l'accès des femmes à des postes de pouvoir, quand on sait que la déléguée interministérielle aux Droits des femmes est sans moyens d'accomplir sa mission ? Cela sera-t-il l'élargissement de la conscience nationale à une dimension européenne quand on réitère les impératifs de la compétitivité portée par les hommes à l'échelle internationale ? George Mosse a raison de conclure que l'avenir de ce stéréotype est un sujet de spéculations.

Hélène Le Doaré
Gedisst-CNRS

Jeanne Bisilliat (ed) – *Face aux changements. Les femmes du Sud.*

(1997). Paris. L'Harmattan, 367 p.

Cet ouvrage collectif ne s'articule pas autour d'une thématique unique. Il est consacré aux politiques de développement dirigées vers les femmes, aux luttes des féministes des pays dits du Sud pour faire reconnaître leurs droits et à la dynamique complexe de subordination des femmes aux hommes. Certes, on peut subsumer ces problématiques sous un thème générique : celui de la justice sociale. Les auteurs, sociologues, agro-économistes, démographe, ont pour caractéristique commune de fonder leurs analyses sur un terrain, soit sur des recherches pointues, soit sur leur expérience professionnelle (et, on le devine, parfois militante) auprès d'associations et organismes impliqués dans le domaine du développement. Leurs articles traitent de situations concrètes de la vie de femmes sur trois continents (Amérique latine, Afrique et Asie). Les perspectives d'analyse et les méthodes d'enquête sont variées : certaines études se fondent sur des histoires de vie, d'autres sur l'examen critique de textes, d'autres encore sur des enquêtes comparatives... S'il est malheureusement impossible de rendre compte ici de chaque contribution, il convient de relever que presque toutes font preuve de cette qualité qui consiste à rendre

proches des situations de vie sans commune mesure avec celles de lecteurs occidentaux et à parvenir à les faire comprendre dans leur logique propre.

Après une introduction dans laquelle Jeanne Bisilliat expose les grandes lignes de chaque contribution, l'ouvrage s'ouvre sur une partie intitulée «Quelques pères». Ceux-ci sont d'ordre statistique (évaluation des efforts entrepris pour mieux mesurer la contribution – encore largement sous-estimée – des femmes au Produit National), historique (rétrospective des actions entreprises en direction des femmes au cours de la Décennie qui leur fut consacrée entre 1975 et 1985, mais aussi des luttes des femmes pour infléchir les politiques de développement dans le sens d'une amélioration de leur statut) et également épistémologiques. En effet, les luttes féministes se nourrissent d'un nouveau savoir, critique de la rationalité prétendument universelle qui fonde le pouvoir des hommes, et dont le cœur conceptuel est la notion de genre, laquelle rend possible des analyses – et, partant, des politiques – plus efficaces, puisqu'elle identifie mieux les raisons des blocages, des résistances à l'accès des femmes à l'égalité de fait et de droit.

La deuxième partie de l'ouvrage, consacrée aux migrations féminines, en offre deux visions contrastées. Le premier exemple, sénégalais, nous montre des femmes en situation de migration

passive, tributaires du pouvoir discrétionnaire du migrant qui décide du moment où ses épouses le rejoindront à l'étranger et rentreront au village. L'objectif principal de la migration des femmes semble être de remplir leurs devoirs conjugaux et leurs fonctions procréatrices et ne paraît guère favoriser l'évolution des rapports de genre. Le second exemple est celui de la migration des Dominicaines vers Madrid pour y être employées comme domestiques. Dans ce cas, les femmes sont le moteur de la chaîne migratoire. Si elles subissent dans le pays d'accueil une forte dévalorisation sociale, leur rôle de pourvoyeuse principale leur confère un nouveau pouvoir vis-à-vis de leur famille restée en République Dominicaine, ce qui tend à modifier les rapports de genre.

La troisième partie, «L'environnement urbain», nous montre, au travers d'exemples tirés de trois aires culturelles distinctes (Cameroun, Thaïlande, Colombie), l'ingéniosité dont les femmes - en particulier des milieux populaires - doivent faire preuve et l'énergie qu'elles doivent déployer pour assurer leur subsistance dans la limite des contraintes fixées par les traditions, religieuses ou laïques, exacerbées par la crise économique. Plusieurs articles, dans cette partie et dans les suivantes, évoquent la triple activité des femmes, qui assument de lourdes charges communautaires en plus

de leur travail de reproduction et de production. En outre, elles redistribuent, beaucoup plus que les hommes, leurs revenus (monétaires et non monétaires) au sein de leur famille, contribuant à rendre possible la vie quotidienne et à atténuer les effets de la pauvreté. Dans le contexte de déracinement et de sous-emploi des quartiers populaires des grandes villes, les hommes se déchargent toujours plus souvent sur elles de leurs responsabilités ; en atteste le nombre croissant de femmes cheffes de famille, assumant seules la sécurité alimentaire et l'éducation de leurs enfants.

L'État aussi reporte sur les femmes une partie de ses responsabilités politiques et sociales, profitant de leur extraordinaire capacité à produire des services gratuits. Les femmes jouent en effet un rôle déterminant dans la dynamique associative (thème de la quatrième partie), rôle toutefois encore largement méconnu, car il ne se localise pas aux échelons les plus en vue du pouvoir et de la décision. À partir de la Conférence de Nairobi en 1985, les associations de base et les ONG locales foisonnent, de façon concomitante à la mise en place des Programmes d'Ajustement Structurel ; le réveil de la société civile peut donc être attribué au désengagement de l'État et à la libéralisation économique. Le rôle du travail associatif des femmes pour le bien-être général de leur famille

est indubitable. Quant à son impact sur leur propre autonomie et l'amélioration de leur statut, certaines auteures l'évaluent à la lumière de la distinction entre besoins pratiques (formulés à partir des situations concrètes de la vie des femmes et résultant du rôle qui leur est attribué) et besoins stratégiques (formulés à partir de l'analyse de la subordination des femmes dans l'objectif de permettre une organisation sociale équitable). Une telle analyse met en évidence le rôle prépondérant des facteurs culturels sur l'évolution des rapports de genre et la nécessité d'un travail approfondi d'enquête et de réflexion préalable à la mise en œuvre de tout programme de développement ciblé sur les femmes. Deux autres contributions, plus historiques, posent des questions fondamentales quant aux rapports du mouvement féministe à l'État, notamment celle de l'institutionnalisation de fractions du mouvement, et esquissent des propositions d'action moins orientées vers l'associatif que vers les partis politiques.

La cinquième partie, intitulée «Reproduction, pouvoir et population», reprend la problématique de l'État, pour l'aborder dans l'optique du processus de construction des «droits reproductifs»³.

³ Mal nommés, puisqu'ils impliquent pour plusieurs auteures le droit des femmes à une *sexualité autonome* et non obligatoirement reproductive.

Élément charnière de ces droits, la question de la légalisation de l'avortement montre de manière flagrante la contradiction entre la garantie étatique de droits individuels universels et le fait que cette universalité soit fondée sur une conception «neutre» (c'est-à-dire masculine) de la nature humaine. La politologue Danielle Ardaillon veut croire que l'avènement de ces nouveaux droits assurera une «clôture du corps féminin aux multiples ingérences» (p. 338) et qu'ainsi les femmes accéderont à la citoyenneté y compris dans l'espace privé de leur corps. Pour l'instant, une telle citoyenneté demeure du domaine de l'utopie. À considérer la difficile convergence, dans la pratique, des programmes de population et des mesures pour améliorer le statut des femmes, ainsi que les dérives possibles vers des mesures coercitives de planification familiale dont les femmes du Tiers Monde font les frais, d'autres auteures en appellent à la vigilance constante des féministes, mais aussi des expertes et experts en sciences sociales qui participent à l'élaboration de discours politico-administratifs instrumentalisant la reproduction à des fins «humanistes».

Enfin, au chapitre «Divers», un article d'une tout autre veine donne, à partir du constat d'infestation différentielle des hommes et des femmes par la bilharziose intestinale dans une localité sénégalaise, une preuve supplémen-

taire de la nécessité de tenir compte des données sociales (ici, l'espace de vie occupé par chaque sexe) pour lutter efficacement contre une épidémie.

Peut-on tirer un bilan général de cet ouvrage riche et diversifié ? Pour ce qui touche aux programmes de développement, il prouve le bien-fondé de remplacer l'optique trompeuse et hypocrite de la « participation » ou de l'« inté-gration » des femmes au développement, qui signifie souvent leur exploitation accrue étant donné la disproportion de leurs charges de travail comparées à celles des hommes, par une approche fondée sur l'idée d'*empowerment*, soit l'attribution de pouvoir et d'autonomie aux femmes. Quant à la question de la subordination des femmes, il démontre sa complexité et ses variations selon les cultures. Ainsi, tout à la fois, il montre la nécessité d'études précisément documentées sur les mécanismes qui freinent l'équité entre les genres et apporte lui-même une excellente contribution à ce savoir en voie d'élaboration.

Marilène Vuille

Université de Lausanne (Suisse)